

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/RO/W/28

7 avril 1998

(98-1404)

Comité des règles d'origine

Original: anglais

ELABORATION PAR LE SECRETARIAT D'UN DOCUMENT ANALYSANT
LES PRINCIPALES PROPOSITIONS SUR LES REGLES
D'ORIGINE DANS LE SECTEUR TEXTILE

Proposition de l'Inde

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 avril 1998.

A la suite de son intervention à la séance informelle du Comité des règles d'origine le 27 mars 1998, qui avait été appuyée par le Pakistan et Sri Lanka, l'Inde avait officiellement proposé à la séance formelle du Comité des règles d'origine du 27 mars 1998 que le Secrétariat de l'OMC élabore un document analysant les principales propositions dans le secteur textile. Il est bon de rappeler qu'à la séance formelle la proposition de l'Inde a été approuvée par le Pakistan, la République dominicaine, Sri Lanka et la Malaisie, et qu'aucun autre Membre ne l'a rejetée.

A la réunion informelle que le Comité a tenue le 1er avril 1998, le Président a suggéré que la proposition soit rapidement communiquée au Secrétariat par écrit, afin que celui-ci puisse s'atteler à la tâche sans retard. Par conséquent, je communique ci-joint la proposition concernant l'élaboration d'un document analytique par le Secrétariat de l'OMC, afin que ce dernier prenne les dispositions appropriées.

Proposition de l'Inde en vue de l'élaboration par le Secrétariat de l'OMC
d'un document analysant les principales propositions
sur les règles d'origine dans le secteur textile

En vertu de l'Accord sur les règles d'origine, des règles d'origine harmonisées seront appliquées de manière égale aux fins de tous les instruments de politique commerciale visés à l'article 1:2 de l'Accord, notamment de l'application:

- a) du traitement NPF au titre des articles premier, II, III, XI et XIII du GATT;
- b) de mesures de sauvegarde au titre de l'article XIX du GATT;
- c) de droits antidumping et compensateurs au titre de l'article VI du GATT;
- d) de la réglementation relative au marquage de l'origine au titre de l'article IX du GATT;
- e) de restrictions quantitatives ou de contingents tarifaires discriminatoires;
- f) des règles concernant les marchés publics et les statistiques commerciales.

L'Accord établit également que les règles d'origine harmonisées devraient pouvoir être administrées d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable, et devraient être cohérentes.

S'agissant du secteur textile, le Comité technique des règles d'origine a transmis pour examen au Comité des règles d'origine un certain nombre de propositions. Des différences importantes ont été constatées, les principales propositions divergeant sur les points suivants: dans une série de propositions, la transformation des fils et des tissus (par exemple, par blanchiment, teinture ou impression, etc.) est réputée conférer l'origine alors que dans l'autre série, certaines de ces opérations, voir la totalité, ne sont pas réputées le faire. De même, la transformation des tissus en articles confectionnés est reconnue dans une série de propositions comme conférant l'origine tandis que, dans l'autre série, elle n'est pas considérée comme une transformation substantielle et comme conférant donc l'origine. Par ailleurs, en ce qui concerne le secteur des vêtements, l'origine est réputée conférée par l'assemblage dans une série de propositions, et par les opérations de coupe et de conception dans l'autre série.

Au cours des discussions tant bilatérales que plurilatérales, il est apparu que les conséquences de ces principales propositions n'étaient pas très claires du point de vue de leur application pratique. De même, on ne voyait pas bien quelle incidence la règle d'origine fondée sur l'une ou l'autre des deux séries de propositions aurait sur les échanges et/ou les droits ou obligations découlant des divers accords de l'OMC et des instruments mentionnés dans l'Accord sur les règles d'origine. Il existait également une ambiguïté et une incertitude considérables à propos de l'utilisation de l'accès au titre de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

Afin qu'un consensus sur des règles d'origine transparentes et neutres pouvant être appliquées de manière impartiale, prévisible et cohérente soit trouvé, il est proposé que le Secrétariat de l'OMC procède à une analyse mettant en évidence les implications susmentionnées, et la présente aux membres du Comité pour examen; ainsi, les règles seraient établies de manière raisonnable et conformément au but et aux objectifs de l'Accord, qui vise en particulier à faire en sorte que les nouvelles règles ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce, ni n'annulent ou compromettent les droits que les Membres tiennent du GATT.

Nous espérons que l'analyse que le Secrétariat de l'OMC est invité à effectuer sera communiquée aux Membres pour examen suffisamment tôt avant la prochaine réunion du Comité.
